



La Commune



Fermez les camps de rétention !

Libertés démocratiques

Les camps de rétention, qu'on appelle officiellement et hypocritement " *centres de rétention administrative* " (CRA), chargés de parquer les étrangers en situation irrégulière en instance d'expulsion, n'ont pas été créés par Sarkozy-Hortefeux. Sarkozy l'a peut-être rêvé, mais il les a trouvés clés en mains. En effet, ils ont vu le jour grâce au gouvernement Mitterrand-Mauroy-Defferre-Fiterman, par la loi du 29 octobre 1981 qui a introduit l'article 35 bis dans l'ordonnance du 2 novembre 1945. Voilà pour la réalité historique.

Depuis, les gouvernements successifs n'ont fait que renforcer l'arsenal de lois anti-immigrés et donc de perfectionner le système des camps de rétention, si l'on peut dire, et de rallonger le temps de rétention : 7 jours en 1981, 10 en 1993, 12 en 1998, et actuellement 32 jours. Le temps qu'on prépare les charrettes d'expulsions et qu'elles soient donc massives et rentables. Il y a 22 camps en France. On trouvera ici les dernières nouvelles du combat pour leur fermeture, combat que nous avons engagé pour notre part depuis la première heure.

Mi-décembre 2007, une lutte a débuté dans le centre de rétention administrative (CRA) du Mesnil-Amelot, près de Roissy : inscriptions sur les T-shirts, cahier de doléances, refus de rentrer dans les chambres, grève de la faim. Le 27 décembre, pour casser la lutte, Abou, considéré par la police comme un des meneurs du mouvement est transféré au Centre de Rétention Administrative (CRA) de Vincennes.

Les CRS pour mater la révolte

Le même jour, les détenus de Vincennes entament à leur tour une grève de la faim et refusent de rentrer dans leurs chambres.

Dans la nuit du vendredi 28 au samedi 29 décembre, 150 CRS font irruption dans le centre pour forcer manu militari les détenus à rejoindre leurs chambres. La répression est sans précédent. Des détenus sont grièvement blessés. Trois nuits de suite, les CRS rentreront pour mater la révolte.

Jeudi 3 janvier 2008, une manifestation rassemble 200 personnes devant le centre de rétention de Vincennes. La mobilisation prend de l'ampleur. Tous les jours des rassemblements ont lieu devant le centre. Les médias parlent quotidiennement de la lutte des grévistes de Vincennes et du Mesnil-Amelot.

Visite guidée

Vendredi 4 janvier, la préfecture organise une visite guidée pour les journalistes afin de prouver que rien ne se passe à l'intérieur et que les conditions de détention n'y sont pas inhumaines.

Samedi 5 janvier, une manifestation rassemble un millier de personnes devant le CRA de Vincennes.

Depuis le 9 janvier 2008, plus un mot sur les télévisions, plus une ligne dans les journaux, plus de rassemblements devant le centre de rétention et pourtant ...

Nous avons décidé d'appeler quotidiennement les détenus de Vincennes pour rendre compte de la situation à l'intérieur.

Mercredi 9 janvier 2008 :

Les détenus nous racontent que le samedi 5 janvier, la police est venue les voir et leur a demandé d'arrêter en échange d'une prochaine libération. Alors que la grève de la faim a cessé, personne n'a été libéré et les pressions policières continuent : les fouilles plusieurs fois par jour, les difficultés à voir un médecin. Leur impression est que les autorités du centre veulent les diviser. Ce qui fait dire à certains que si rien ne change d'ici demain, ils reprendront la grève de la faim.

Fausse promesse

Jeudi 10 janvier 2008 :

Hier à 19 heures, ne voyant aucune libération, les détenus ont refusé d'être comptés et de descendre au réfectoire. Le commandant est monté. Il leur a demandé de ne pas recommencer et qu'ils seraient libérés au fur et à mesure. Les détenus nous disent qu'aujourd'hui rien n'a changé, aucune libération n'a eu lieu, les fouilles continuent. Ils nous disent qu'ils restent solidaires et prennent les décisions ensemble.

Nous avons appris que dans un autre pavillon, 18 personnes auraient commencé une grève de la faim depuis 3 jours. Nous n'avons pas réussi pour l'instant à entrer en contact avec eux.

l'appel lancé par les détenus doit être relayé et la mobilisation à l'extérieur doit continuer pour la fermeture des centres de rétention, pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour la liberté de circulation et d'installation et l'arrêt de toutes les expulsions.

À suivre.

[Source : fermetureetention@yahoo.fr.]

Modifié le mercredi 16 janvier 2008

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il y a des crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>